1962-2012 : OÙ EN SOMMES-NOUS CINQUANTE ANS APRÈS ?

4 -La fuite

«En un temps d'ignorance, on n'a aucun doute même lorsqu'on fait les plus grands maux ; en un temps de lumière, on tremble encore lorsqu'on fait les plus grands biens» **Montesquieu.**

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr

La Révolution du 1er Novembre 1954 est sans conteste la plus grande opération collective, la plus formidable action commune jamais entreprise par tous les Algériens à la fois et sur toute l'étendue de leur territoire. C'est en la faisant que le peuple algérien s'est fait, et c'est pourquoi, elle constitue aujourd'hui sa plus haute référence. Initiée par une poignée d'hommes enracinés dans leur peuple et connaissant sa nature, c'est-à-dire son attachement farouche à la liberté, son sens de la dignité, son extrême sensibilité à l'injustice et sa foi capable de déplacer les montagnes, la lutte armée devait rapidement devenir un irrépressible phénomène d'émancipation collective, politique, économique et culturelle. Ce phénomène n'a pas germé miraculeusement en une nuit, il a nécessité plusieurs décennies de préparation psychologique, d'éveil culturel et d'éducation politique animés par trois grandes figures nationales : Abdelhamid Ben Badis, Ferhat Abbas et Messali Hadj. Le but politique fut atteint au prix d'immenses sacrifices : l'Indépendance. Celle-ci intervenait par chance à une époque où le pétrole venait d'être découvert (1956), où les recettes de structuration politique, économique et sociale relevaient du domaine public, et où les rapports de force internationaux penchaient en faveur de l'autodétermination des peuples opprimés.

Elle intervenait dans un contexte mondial marqué par la culpabilisation de l'Occident par les crimes coloniaux et deux guerres mondiales, ainsi que par l'apparition d'un discours émancipateur et égalitaire venu de l'Est.

Rassurés de se retrouver en compagnie de dizaines d'autres peuples parlant le même langage, celui de la revendication et de la «lutte contre l'impérialisme», les Algériens se sentirent en famille et furent persuadés que c'était ce qu'il y avait de mieux à faire en ce monde. Ils se mirent alors à crier plus fort que les autres.

Le concept de «révolution» convenait parfaitement à leur tempérament de feu. Fiers de l'exploit qui leur avait valu l'admiration de leurs contemporains, ils succombèrent vite à la magie du verbe et crurent qu'ils n'avaient qu'à se pencher pour ramasser ce que de vieilles nations avaient mis des siècles à récolter : le développement, la démocratie, la puissance, le prestige international et même la Coupe du monde de football.

Pour la première fois depuis leur présence sur la Terre, les Algériens étaient confrontés non plus à un défi, ils venaient d'en relever le plus beau, mais à une mutation : devoir construire un Etat national, devenir une société, travailler ensemble, s'astreindre au respect de règles nouvelles. C'était assurément autre chose que de combattre un ennemi.

Or, ils n'avaient principalement fait que cela. Après mille et une révoltes, séditions, insurrections et soulèvements, deux choses persistaient à leur manquer : apprendre à entreprendre ensemble et s'arranger pour ne plus être colonisés. Cette problématique était précisément à l'ordre du jour le 5 Juillet 1962, mais ceux à qui elle se posait, ceux qui se bousculaient pour la prendre en charge n'étaient pas, eux, intellectuellement et moralement préparés. La première expérience d'édification nationale (1962-1988) devait s'avérer non concluante parce qu'à la différence de la Révolution qui s'était arcboutée sur les ressorts profonds de l'Algérien et ses caractéristiques fondamentales, elle a consisté à implanter sur la terre et dans l'âme algériennes un système de gestion politique et économique qui, non seulement ne cadrait pas avec les données psychologiques du sujet, mais s'inscrivait carrément en faux contre elles. Le «projet de société» mis en chantier devait échouer parce qu'il a été improvisé à la hâte par des hommes plus pressés de s'emparer de positions politiques et sociales et des «biens vacants», que de se préparer à gérer une mutation dont ils n'avaient aucunement conscience. Il a échoué parce qu'il n'a pas impliqué l'homme algérien dans l'œuvre de développement projetée. Au contraire, il allait le stériliser par la flatterie et faire de lui un affectataire bénévole et un bénéficiaire passif. Il l'empêchera de posséder en propre, d'acquérir un terrain pour bâtir sa maison, de cultiver librement son lopin de terre, d'entreprendre, de s'exprimer, alors que par définition l'Algérien est un homme libre, ambitieux et retors qui réagit plus sûrement à la motivation qu'à la contrainte. A vrai dire, ce projet n'avait pas en vue le bonheur des Algériens, mais la réussite de la «Révolution socialiste».

> Fiers de l'exploit qui leur avait valu l'admiration de leurs contemporains, ils succombèrent vite à la magie du verbe et crurent qu'ils n'avaient qu'à se pencher pour ramasser ce que de vieilles nations avaient mis des siècles à récolter : le développement, la démocratie, la puissance, le prestige international et même la Coupe du monde de football.

Il ne poursuivait pas la construction d'une réalité, la société algérienne, mais celle d'une chimère, le «socialisme spécifique algérien». L'homme qui était honoré et sublimé dans les discours n'était pas l'Algérien réel, l'homme concret de tous les jours, mais une abstraction, un thème de palabre, un sujet d'inspiration.

Le vrai Algérien, lui, était quotidiennement humilié, privé de ses libertés, interdit de sortie à l'étranger, livré aux pénuries et à la «hogra».

Il lui était défendu de devenir la réalité projetée par le discours officiel. Ne saisissant pas son utilité sociale, son rôle et sa nécessité dans le processus d'édification envisagé, il se résigna à la passivité et à l'assistanat. Il avait compris de tout cela qu'il n'était ni un agent économique libre, ni un contribuable indispensable, ni un électeur souverain. Toute vie associative qui aurait pu contribuer à son éducation lui fut refusée, toute opposition qui aurait pu le préparer à s'organiser politiquement fut prohibée, et toute velléité de différenciation culturelle réprimée. Pour prévenir tout risque de coalition à terme contre lui, le pouvoir s'évertuait à diviser les citoyens en les dressant les uns contre les autres par un raisonnement de classe qui installait entre eux haine et «hasd», ravivant ainsi les anciens ressentiments et les vieilles querelles régionalistes, et handicapant du même coup la consolidation du sentiment national.

> Tel Atlas, l'Etat voulut porter sur ses épaules toute l'Algérie, construire tous les logements, créer tous les emplois, instruire tous les enfants, transporter tous les voyageurs, soigner gratuitement tout le monde, soutenir les prix à la consommation, renflouer en permanence les caisses des entreprises publiques, et cela en se passant de la productivité du travail des citoyens, des impôts des contribuables et des devises des émigrés.

Le pouvoir ne voulait pas que les Algériens deviennent une société de personnes, des entités conscientes d'elles-mêmes et responsables de leur sort commun, mais qu'ils restent un «peuple», une masse docile et soumise aux humeurs des hommes providentiels, des «zaïms» infaillibles et des guides révolutionnaires.

Le populisme russe, ainsi que l'a démontré Nicolas Berdiaev dans *Les sources et le sens du communisme russe*, a trouvé appui dans le nihilisme traditionnel du peuple russe, alors que le nôtre a coïncidé avec des canevas mentaux de tout temps hostiles aux différences sociales, préférant l'appauvrissement général à l'enrichissement de quelques-uns, réfractaires à toute règle, norme ou autorité, leur opposant la liberté absolue de faire le bien comme le mal, et furieusement entêtés dans le refus de l'argument rationnel quand il n'est pas emballé dans l'émotivité.

Notre nihilisme, notre khéchinisme, est ce courant souterrain de proverbes, d'habitudes et d'attitudes négatives qui irrigue notre inconscient collectif depuis des millénaires, nous abreuvant d'idées fausses, contraires à l'intérêt commun, et nous dictant des comportements asociaux.

Le résultat à long terme en a été les composés d'influences diverses, les mélanges d'idéaux antagoniques que nous sommes aujourd'hui. Incarné par des hommes croyant à la force et non à la pensée, le populisme spécifique algérien s'est emparé du prisme déformant qu'il a trouvé juché sur notre nez et lui a ajouté sa myopie, son strabisme et ses illusions d'optique. Un tel projet ne pouvait pas réussir parce qu'il reposait sur un faux postulat selon lequel l'Etat est une divinité prodiguant à discrétion bienfaits et châtiments, et le citoyen un simple ventre à nourrir en contrepartie de son silence.

Tel Atlas, l'Etat voulut porter sur ses épaules toute l'Algérie, construire tous les logements, créer tous les emplois, instruire tous les enfants, transporter tous les voyageurs, soigner gratuitement tout le monde, soutenir les prix à la consommation, renflouer en permanence les caisses des entreprises publiques, et cela en se passant de la productivité du travail des citoyens, des impôts des contribuables et des devises des émigrés. C'était bien sûr insensé, insoutenable, hors de toute portée, mais l'Etat algérien, obnubilé par le pétrole et les gaspillages qu'il autorisait, était le dernier à s'en douter.

Le pouvoir qui incarnait cet Etat avait certainement dans sa fuite en avant d'autres mobiles que ceux qu'il proclamait. En effet, beaucoup des individus qui le constituaient profitaient de la situation, disposant à leur guise des produits de la rente.

Dans son insouciance et son inconscience, il persistait à vouloir tenir par le verbe démagogique les promesses qu'il ne pouvait à l'évidence concrétiser par l'action. Il développa un discours mystificateur pour réfréner les impatiences que lui-même suscitait, sans penser aux conséquences futures de cette politique démentielle de gonflement à l'infini d'une demande qu'aucun Etat ne pouvait satisfaire car se multipliant au rythme de l'accroissement géométrique d'une démographie débridée. Dans l'esprit général, il était devenu une image d'Epinal, celle du père de famille laborieux tenu de ramener chaque fin de mois de quoi nourrir une famille nombreuse mais inactive.

La nature et les conventions humaines ont posé des règles pour gagner sa vie, réussir et s'enrichir éventuellement. C'est en général par le travail, l'effort ou après de longues études.

Mais le populisme a discrédité l'effort, le mérite et les études, il a prohibé l'épanouissement en décourageant les professions libérales et la libre initiative, il a dissuadé l'effort et l'investissement, car il ne voulait pas que les Algériens se constituent progressivement en classes moyennes ascendantes, mais qu'ils restent des «masses populaires».

En voulant apparaître sous les traits d'un démiurge omnipotent, l'Etat populiste avait donc lui-même dressé, préparé et monté de ses propres mains les citoyens contre lui.

Elevés pendant des décennies dans l'idée que l'Etat avait pour fonction naturelle de nourrir et de loger les Algériens qui voulaient bien se donner la peine de naître, ces derniers cessèrent de se reconnaître en lui dès le moment où il leur apparut qu'il avait cessé de remplir ses devoirs «paternels».

Quand il n'eut plus assez de force pour porter à bout de bras la nation improductive, l'Etat prodigue, l'Etat infortuné, l'Etat affaibli s'affala tel un bœuf le 5 octobre 1988 et fut chargé de tous les maux. On l'accusa de corruption et de mécréance et affûta les couteaux.